

# Travailleurs sans papiers : « Sans eux, je ferme »

Restauration, bâtiment... de nombreux patrons défendent un meilleur accès aux titres de séjour

Avec bagou et passion, souvent une cigarette roulée entre ses doigts, Etienne Gueraud parle des heures de son affaire, la « dernière grande brasserie indépendante de Paris ». Pour faire tourner Le Café du Commerce, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, il recourt depuis des années à une main-d'œuvre étrangère. « Sans eux, je ferme boutique », dit-il, sans détour. Les étrangers représentent 40 % de ses quelque cinquante salariés. Il y a Idriss et Hamadi, deux Mauritaniens, pâtissier et commis de cuisine, mais aussi Dieuvenor, un plongeur haïtien et Mamadou, un cuisinier malien... « Je ne les échangerais pas pour un Gaulois, ce sont des gars super ».

Les procédures de régularisation, Etienne Gueraud les connaît bien aussi. Combien de fois un salarié s'est présenté à lui, après plusieurs mois de contrat, pour lui avouer qu'il lui avait présenté à l'embauche la carte de séjour d'un autre et qu'en réalité, il est sans papiers ? On appelle cela travailler sous alias. A chaque fois, M. Gueraud a accompagné ses salariés tout au long de la fastidieuse et incertaine procédure de régularisation par le travail.

Selon la circulaire ministérielle de 2012, dite Valls, qui fixe les critères selon lesquels un préfet peut exceptionnellement accorder un titre de séjour à un travailleur, celui-ci doit présenter vingt-quatre feuilles de paie, être présent en France depuis au moins trois ans et présenter une promesse d'embauche. Un peu plus de 8 000 personnes en ont bénéficié en 2021. Rien de simple. Dieuvenor, le plongeur haïtien de 30 ans, qui réunit toutes les conditions de régularisation depuis juin 2021, n'a obtenu un rendez-vous à la préfecture des Yvelines qu'en décembre 2022 pour déposer sa demande de titre de séjour. Il lui faudra attendre certainement plus d'un an avant d'avoir une réponse. D'ici là, il a « peur ». « On est au bout du bout, lâche Etienne Gueraud. Il faut simplifier les choses ».

« Laisser des ouvertures » C'est pour dénoncer cette inéptie et l'inaccessibilité des préfectures aux travailleurs étrangers que la CGT devait organiser, mercredi 29 juin, un rassemblement devant la direction générale des étrangers en France (DGEF) à Paris. Le syndicat veut « en finir avec le « bon vouloir » des préfectures » et que des régularisations puissent être obtenues sur la simple présentation de preuves de travail. « Des



Etienne Gueraud, gérant du Café du Commerce, brasserie située à Paris, mercredi 28 juin. CAMILLE MILLERAND POUR « LE MONDE »

plans entiers de l'économie ne fonctionneraient pas sans leur force de travail », insiste la CGT.

Cedidours, de plus en plus d'employeurs l'endossent. « La réalité, c'est que tous les restaurateurs à Paris ont un travailleur sous alias, confie à son tour Jean Ganizate, cofondateur du groupe de restaurants Melt. Les Français ne veulent plus bosser dans les métiers difficiles ».

M. Ganizate connaît bien la CGT qui l'a accompagné sur plusieurs dossiers de régularisation de commis sénégalais, papous ou bangladais. Aujourd'hui encore, il demande au syndicat de l'aider alors qu'un de ses sous-chefs, un Sri-Lankais en France depuis plus de dix ans, craint de basculer dans la clandestinité alors qu'il est sans nouvelle de sa demande de renouvellement de titre de séjour.

Jean Ganizate regrette que « tout ce qu'on propose [aux entreprises en besoin de main-d'œuvre] c'est de recruter des gens à l'étranger, de faire des demandes de visa. Vous devez monter tout un dossier et, si ça se trouve, le type que vous recrutez est nul ». Le restaurateur est convaincu qu'il faut « laisser des ouvertures » pour régulariser les

travailleurs déjà présents sur le territoire. Le président du syndicat de l'hôtellerie-restauration GNL, Didier Chenet, dit la même chose.

Dans un secteur où le manque de main-d'œuvre est évalué à 360 000 salariés, lui plaide pour « ne pas fermer les yeux sur une situation que tout le monde connaît » et « permettre un traitement plus rapide des dossiers de régularisation de ceux qui sont dans les clous de la circulaire Valls ». Au ministère de l'Intérieur, aucune réforme n'est prévue. « Si vous voulez rendre la circulaire Valls plus souple, les 42 % de gens qui ont voté Marine Le Pen ne vont pas comprendre, estime un ex-cadre de la DGEF. Il ne faut pas la toucher ».

Quant à l'accès aux préfectures, le ministère de l'Intérieur assure travailler à une amélioration mais « assume » de ne pas donner la priorité aux étrangers en situation irrégulière. Pour faire face aux pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs, la Place Beauvau évoque la venue de travailleurs saisonniers, notamment du Maroc et de Tunisie.

Une solution qui ne séduit pas Laurence Fay, pépiniériste viticole

en Savoie. Les collègues qu'elle connaît et qui ont l'habitude de faire venir des saisonniers du Maroc, « n'ont pas obtenu les permis de travail cette année ». Et puis, ajoute-t-elle, « on ne tombe pas toujours sur des personnes qui veulent travailler et il faut les loger, et moi, je n'ai pas la structure pour ça ».

En revanche, Laurence Fay, qui a de grosses difficultés de recrutement depuis deux ans, connaît Shaban B., un Kosovar de 37 ans qui vient travailler chez elle depuis 2019 et qui est sous le coup d'une obligation de quitter le territoire (OQTF). « Je ne comprends pas pourquoi il n'est pas régularisé. Il ne rechigne jamais, il parle français, il participe à la vie locale. Il veut juste vivre normalement ».

Quand Shaban B. ne travaille pas chez Laurence Fay, il est employé par Philippe Grisard, un exploitant viticole qui a tout essayé pour faire lever l'OQTF de son ouvrier. Depuis la fin 2021 et jusqu'à aujourd'hui, il écrit des courriers à la préfecture où il dit avoir « vraiment besoin » des « compétences » et de la « qualification » de Shaban B. Il a fait appuyer sa demande par des syndicats de viticulteurs et des

élus locaux, à l'instar de la députée (Les Républicains) de Savoie, Emilie Bonnard. « Les services de l'Etat (...) n'acceptent plus de dérogation », lui a expliqué l'élue par courriel, fin mai, se disant « vraiment déçulée » de n'avoir « aucune marge de manœuvre sur ce dossier ». Alors Philippe Grisard espère qu'il aura plus de chance avec un prochain préfet.

## « Manque à gagner »

La problématique dont font état ces agriculteurs se retrouve un peu partout sur le territoire. Gabrielle Gramont, de la fédération des associations d'aide aux migrants du Pays basque et Sud-Landes Etorikinekin, a monté avec la Cimade un groupe de réflexion sur la « régularisation par le travail ». Elle est souvent contactée par des employeurs en recherche de travailleurs parmi lesquels un magasin Decathlon, une clinique psychiatrique, un groupement d'employeurs du bâtiment ou encore une société de transport routier.

Le restaurateur Christophe Almodovar était prêt à prendre le risque de déclarer des sans-pa-

« La réalité, c'est que tous les restaurateurs à Paris ont un travailleur sous alias »

JEAN GANIZATE  
cofondateur du groupe  
de restaurants Melt

piers pour « monter à la préfecture qu'on a besoin de cette main-d'œuvre ». Mais ceux-là craignent trop d'être contrôlés par la police. Alors il a démarré il y a un mois sa première affaire à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), Le Palmier, avec son meilleur ami André Despacha. Faute de recrues en cuisine, il ne peut pas ouvrir autant de jours qu'il voudrait. « C'est un manque à gagner », regrette-t-il.

Nombreux sont ceux qui ont dû renoncer à pourvoir des postes. Stéphane Rullier, patron d'une TPE qui installe des sonorisations et des éclairages dans les salles de spectacle en Ile-de-France, aurait voulu prendre comme apprenti Siradij, un Sénégalais qui suit un bac professionnel en électricité. Ses stages s'étaient « super bien passés ». « Il est bossé, fiable, ponctuel », rapporte M. Rullier, alors que « beaucoup de jeunes sont orientés vers des métiers techniques qu'ils ne veulent pas faire ». Mais, en avril 2022, Siradij a reçu une OQTF. Les courriers de M. Rullier à la préfecture de Seine-Saint-Denis n'y ont rien changé. Il a renoncé à ce qui aurait pu lui permettre de répondre à de nouveaux marchés.

A des centaines de kilomètres de là, en Isère, Laurent Marmonnier, patron de Maçonnerie Nature, cherche toujours à recruter un maçon spécialisé dans le bâti ancien. Egalement président du syndicat patronal du bâtiment Capé Isère, il qualifie de « catastrophique » la perte de ces jeunes en France. « Ça nous coûte le temps de leur minorité mais à qui les préfets délient des OQTF des leur majorité atteinte ».

Le vice-président du Medef dans le département, Romain de Teller, abonde : « On a du mal à recruter dans tous les métiers. On cherche dans tous les sens. Voir un jeune partir parce qu'il est en situation irrégulière à ses 18 ans, c'est violent. Comment se fait-il qu'ils ne puissent pas rester alors qu'ils ont été accueillis, formés, intégrés ? »

JULIA PASQUAL

## Au procès des frères Guazzelli, jusqu'à quatorze ans de prison requis

Vingt-trois prévenus sont jugés à Marseille, dans le cadre d'un procès concernant un vaste trafic de cannabis en Corse et sur le continent

MARSEILLE - correspondant

Avec un sourire accroché aux lèvres et les traits d'un trentenaire qui, à Bastia, lui valaient le surnom de « Beau Gosse », Christophe Guazzelli voulait devenir un parrain. Avec son frère aîné, Richard, et d'autres fils de barons de la Brise de mer, il voulait faire renaitre cette bande criminelle corse dont leur père, Francis Guazzelli, avait été l'un des fondateurs, à la fin des années 1970. C'est cette analyse qu'a livrée la procureure Isabelle Candau, chargée du parquet de la juridiction interrégionale spécialisée de Marseille, mardi 28 juin, dans un réquisitoire au terme duquel elle a réclamé quatorze ans de prison contre Christophe Guazzelli. Et douze années contre son frère, Richard, plus discret,

« l'homme de l'ombre incontournable, le banquier du groupe ».

Avec vingt et un coprévenus, les frères Guazzelli, âgés de 30 et 32 ans, sont jugés depuis le 13 juin par le tribunal correctionnel de Marseille pour un trafic international de stupéfiants d'ampleur, une chaîne depuis les négociations avec les fournisseurs en Espagne jusqu'à la vente dans les cités marseillaises et dans les quartiers d'Ajaccio et de Bastia.

« Ce dossier, ce sont des importations, des structures d'investissement, des modes de transport, des marchés, ce sont des centaines de milliers d'euros, des tonnes de drogue », a estimé Emilie Ramousse, vice-procureure, l'autre voix de ce réquisitoire. A leurs yeux, cette affaire illustre « cette Corse gérée par la main financière du trafic de stupéfiants ».

« Jamais nous ne sommes allés aussi loin au cœur d'un groupe criminel »

ISABELLE CANDAU  
procureure

« Jamais nous ne sommes allés aussi loin au cœur d'un groupe criminel au fonctionnement quasiment mafieux », estime Isabelle Candau. Quelque temps après leur arrestation, fin décembre 2017, les téléphones PGP réputés inviolables de ce groupe sous avaient été décryptés. Les messages lus au fil de deux semaines de débats retraient les liens avec d'autres équipes du banditisme

européen, font état de livraisons, de comptabilités, en toute transparence. Face à ces échanges accablants, certains prévenus font valoir leur droit au silence. « Pas de commentaire », n'ont cessé d'opposer aimablement Richard et Christophe Guazzelli, mais aussi Christophe Andreani, « l'animateur des marchés de revente en Corse » contre lequel dix ans de prison et 100 000 euros d'amende ont été requis.

## Ascension rapide

Droit à ne pas répondre revendiqué aussi par Ange-Marie Micheli, dont le père, tué en 2008, était présent comme un membre du banditisme de Corse-du-Sud. Huit ans de prison et 100 000 euros d'amende ont été réclamés. Le président Pascal Gand n'a jamais renoncé à inter-

roger les prévenus, à les confronter à leurs écrits. « Quand le message de votre téléphone parle d'un pèlage de 1 000 kilos, monsieur Guazzelli, vous parlez de quoi ? » Les téléphones révèlent leurs ambitions, comme transporter la drogue par avion – un des prévenus est pilote privé –, leurs idées les plus farfelues, comme faire évader d'un hôpital espagnol Hamza Djouhoud, l'un de leurs contacts marseillais installés en Espagne blessé.

Les messages trahissent une ascension rapide du jeune Bastiais. En mars 2017, Christophe Guazzelli rencontre « Michel Campa-nella, ce parrain qui rayonne depuis des décennies à Marseille », selon M<sup>me</sup> Candau. Pour elle, le jeune Corse est venu solliciter son aval pour l'alliance qu'il a nouée au plus haut niveau avec le narcoban-

ditisme marseillais. Entre Corses et Marseillais, on partage les marchés de la drogue, mais, ajoute M<sup>me</sup> Candau, « on se prête assistance dans les règlements de comptes entre narcobandits de part et d'autre de la Méditerranée ».

La seule erreur au minimum opposé aux questions sera le fait de Richard Guazzelli lorsque le président évoque un message où son frère Christophe écrit : « Il apporte 600 000. Je mets une heure pour compter 100 000 ». Richard Guazzelli bondit : « Mais c'est les paroles d'une chanson du rappeur Lacrim. Des choses nous sautent aux yeux comme ridicules », lâche le jeune homme. Du tac au tac, le président : « Vous voyez, ça a du bon le contradictoire ! » Le jugement est attendu jeudi 30 juin à l'issue des plaidoiries de la défense.

LUIGI LEROUX

## Chantal Arens : « Il n'y a pas de gouvernement des juges »





## La présidente de la Cour de cassation, donne au « Monde » son dernier entretien avant de quitter ses fonctions, le 30 juin

### ENTRETIEN

**P**remière femme à accéder à la tête de la Cour de cassation depuis plus de trente ans, Chantal Arens part à la retraite jeudi 30 juin. Après trois années à la tête de la cour suprême de l'ordre judiciaire et de présidence du Conseil supérieur de la magistrature, elle dresse un tableau de la situation de la justice et de ses enjeux.

**Vous aviez appelé de vos vœux la tenue des Etats généraux de la justice. Quel bilan en faites-vous ?**

L'important était d'avoir une approche globale de la justice et d'arrêter de réformer secteur par secteur. De ce point de vue, l'exercice des Etats généraux est réussi. Il fallait que les citoyens puissent être associés au processus. Ils sont les premiers concernés. Quant aux sept groupes de travail décidés par le pouvoir exécutif, j'ai été impressionnée par leur qualité. Ils ont proposé un certain nombre d'évolutions fondamentales pour la justice. Le rapport du comité des Etats généraux [dont M<sup>me</sup> Arens faisait partie] s'est nourri de toutes ces contributions. Mais il n'est pas encore remis au président de la République, donc je m'abstiendrai de le commenter. Pour la suite, l'enjeu sera de conserver cette approche systémique dans sa déclinaison.

**Le ministre de la justice, Eric Dupond-Moretti, en aura la charge. Que pensez-vous de sa reconduction malgré sa mise en examen ?**

Je n'ai aucun commentaire à faire sur le choix d'un ministre de la justice par le président de la République.

**Vos relations avec ce ministre ont été exécrables. La crispa-**

**tion délégitime entre pouvoir politique et autorité judiciaire aurait-elle pu être évitée ?**

Je ne qualifierais pas ces relations d'exécrables. Avec le garde des sceaux, j'ai toujours eu des relations institutionnelles.

**Comment expliquez-vous le paradoxe d'une justice civile où le nombre de procédures a baissé en quinze ans mais où les délais augmentent et le mal-être des magistrats aussi ?**

En vingt ans, le nombre de magistrats a augmenté de 20 %, tandis que le nombre d'avocats est passé de 39 000 à plus de 70 000 [+ 80 %]. On compte 10,9 juges pour 100 000 habitants en France alors que la moyenne européenne est de 21,4. Même s'il y a eu des efforts importants récemment, on est encore loin du compte. Pour revenir à votre constat, il y a un problème, c'est évident. Mais, depuis une quinzaine d'années, les affaires se complexifient, humainement et techniquement.

Le ministère de la justice s'est peu intéressé à la qualité de la justice, à la nature des contentieux. Depuis la mise en œuvre de la LOLF [loi organique relative aux lois de finances] en 2006, on nous parle de critères quantitatifs. Le résultat est là. On compte très précisément les entrées, les sorties et les stocks, mais que juge-t-on, et comment ? On ne sait pas. Il n'y a quasiment plus de collégialité en première instance. Les magistrats statuent seuls, ce qui pose un problème de qualité des décisions. Et les délais s'allongent. Le système tient grâce aux magistrats et aux fonctionnaires de justice, extrêmement impliqués.

Attendre un an pour une audience de non-conciliation pour un divorce ou attendre dix-huit mois pour un appel en matière sociale, je n'appelle pas ça une justice de qualité. La désaffec-



Chantal Arens, présidente de la Cour de cassation, à Paris, le 6 septembre 2019. CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/JAPP

tion pour les fonctions de magistrat civiliste au profit du pénal a commencé il y a dix ou quinze ans. Cela va nécessiter des actions vis-à-vis de l'université, de l'Ecole nationale de la magistrature, et aussi en matière de gestion des ressources humaines.

**Pourquoi la limitation des courtes peines d'emprisonnement et l'aménagement des peines à l'audience voulus par la loi de 2019 restent-ils si peu appliqués par les magistrats ?**

Aménager les peines à l'audience plutôt que de demander au juge de l'application des peines de la décider plus tard est une excellente idée. Mais quand vous avez vingt dossiers à traiter et que votre journée se termine après minuit, comment faire ? At-on assez de conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation en mesure d'éclairer le tribunal sur la faisabilité d'un recours à un bracelet électronique ou d'un autre aménagement de peine ? Les idées se heurtent au principe de réalité.

Depuis des années, on essaie des solutions, et si ça ne marche pas, on essaie d'autres. Cela conti-

**« Faisons attention, l'Etat de droit peut facilement être remis en cause »**

nuera à ne pas marcher tant que l'on ne se pose pas la question du pourquoi : le comité des Etats généraux d'abord essayé de comprendre pourquoi ça ne fonctionnait pas avant d'essayer de réfléchir aux solutions.

**Les syndicats de magistrats sont-ils trop conservateurs ?**

Le système est à bout de souffle, c'est l'intérêt de tous d'avancer. Les syndicats sont des acteurs extrêmement importants, avec des visions différentes, évidemment. Mais c'est de cette intelligence collective que quelque chose peut échoir. Nous ne sommes pas dans des organisations figées.

**Certains craignent l'émergence d'un gouvernement des juges. L'équilibre entre pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire est-il satisfaisant ?**

Il n'y a pas de gouvernement des juges. Les conclusions de la mission du Sénat sur la judiciarisation de la vie politique sont extrêmement intéressantes. Les sénateurs constatent une pénalisation croissante de la vie politique. Mais la justice ne se saisit pas seule des dossiers, elle est saisie. Lorsqu'un pouvoir n'agit pas, il arrive que les citoyens saisissent les juridictions. C'est ce qui arrive par exemple au sujet de l'environnement, en France comme ailleurs en Europe. Nous faisons du droit. Nous intervenons dans le cadre de la loi, de la Constitution, des principes de la Cour de justice de l'Union euro-

péenne et de la Convention européenne des droits de l'homme.

**Les juges ont tout de même un vrai pouvoir d'interprétation des textes...**

La société va beaucoup plus vite que le législateur, c'est normal. Le Tribunal de Paris avait été saisi par des couples de même sexe de questions sur le statut de leurs enfants bien avant la loi sur le mariage pour tous. On était bien obligé de statuer. Je suis toujours sidérée par l'inventivité des justiciables. La société est un organisme vivant. Les plates-formes hôtelières ou de transport de personnes se sont créées sans cadre législatif. On a dû se référer aux principes du droit pour dire si ces travailleurs étaient indépendants ou salariés. La loi nécessite un temps de maturation.

En matière de gestion pour autant, des conceptions extrêmement différentes coexistent en Europe. Or, on ne peut pas empêcher les personnes de circuler. Avec la mondialisation et la globalisation de l'économie, les systèmes judiciaires sont forcés de s'adapter. L'arrêt de la Cour de cassation sur la plate-forme de transport [Uber] a ainsi été immédiatement demandé par plusieurs pays. La circulation des décisions de justice est devenue importante, car les mêmes questions se posent au même moment dans différents pays. Ce sont des transformations silencieuses. L'internationalisation des litiges et le

pouvoir d'interprétation des juges ne sont pas arrivés du jour au lendemain. Mais comme on est dans l'immédiateté et le temps court des réformes, on ne voit pas ces phénomènes.

**Que pensez-vous de la solidité de l'Etat de droit en France ?**

L'Etat de droit, c'est l'égalité devant la loi, des juridictions en situation de pouvoir exercer un contrôle juridictionnel effectif, de manière indépendante et impartiale, dans le respect de la séparation des pouvoirs. On entend à l'égard de décisions de justice des critiques impensables il y a quelques années. Le débat démocratique est essentiel, mais faisons attention. On le voit dans certains pays d'Europe, l'Etat de droit peut facilement être remis en cause.

**Que comptez-vous faire après votre départ ?**

Je quitte complètement l'institution judiciaire. Ma mère était professeure d'histoire-géographie. Toute petite, j'ai été très marquée par la transmission des savoirs et des compétences. Je vais me consacrer à la jeunesse, aller à la rencontre de lycéens, de collégiens et d'étudiants. Le taux d'abstention m'interpelle, et il concerne surtout les jeunes. C'est si important d'aller parler de citoyenneté, d'accès au droit, de la justice. Parce que, en dépit des efforts que l'on fait, elle est très peu connue. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
JEAN-BAPTISTE JACQUIN

## A Marseille, un stock d'affaires judiciaires en voie de diminution

Des renforts de magistrats vont permettre de traiter une partie des quelque 260 dossiers d'instruction qui attendent une date d'audience

MARSEILLE - correspondant

**L**es armoires du tribunal judiciaire de Marseille sont pleines à craquer et, au bas mot, il va falloir deux ans pour juger les 266 dossiers d'instruction qui attendent une date d'audience. Dans ce stock d'affaires, les ordonnances de renvoi devant le tribunal correctionnel (ORTC) les plus anciennes remontent à 2018, mais elles ont déjà donné lieu à un long travail d'un juge d'instruction – plusieurs années souvent. Les mis en examen sont libres ou ont été remis en liberté. Le gros de cette masse d'affaires en souffrance (302 ORTC) concerne des dossiers de violences aggravées, d'escroqueries, de réseaux criminels de cambriolages ou de vols. Plutôt que suivre l'ordre chronologique de la pile,

les premiers efforts de déstockage ont porté sur les dossiers d'accidents mortels de la circulation et d'agressions sexuelles.

Ce stock représente l'équivalent d'une année d'activité de la 1<sup>re</sup> chambre, celle dite « de la délinquance générale ». « C'est vertigineux », observe Cécile Pendaries, première vice-présidente adjointe du tribunal, chargée de juger ces contentieux. Nous avons au tribunal une réelle sous-capacité de jugement vu le volume de la délinquance à Marseille. » Les trois audiences hebdomadaires de la 1<sup>re</sup> absorbent aussi les dossiers jugés après une convocation par le procureur ou par un officier de police, des procédures pour lesquelles il existe un délai impératif de jugement de six ou huit mois.

Comment juger quand plusieurs années ont passé après la fin de

l'instruction ? « Il y a une sorte de défilé du dossier qui est domageable, car, au début de l'instruction, on a mis énormément d'énergie dans ces affaires », note M<sup>me</sup> Pendaries. Et, ajoute-t-elle, « le choix de la sanction est très complexe, la peine adaptée difficile à trouver. Si la personne a continué un parcours de délinquance, c'est moins compliqué, mais lorsque le prévenu s'est réinséré, les peines aménagées sont parfois insuffisantes pour sanctionner, par exemple, un braquage avec arme qui a été correctionnalisés ».

**Un plan Marshall**

Les juges d'instruction, rédacteurs de ces ORTC, confient aussi leur désarroi. « Quand on clôt une instruction et qu'on annonce à une victime que le dossier ne sera pas jugé avant quatre ou cinq ans, on a

honte, on a l'impression de participer à un déni de justice », explique Clara Grande, déléguée du Syndicat de la magistrature et juge d'instruction. Selon elle, nombre de ses collègues vivent un « conflit de valeurs » : renvoyer un dossier avec un mis en examen détenu impose des délais de jugement à six mois et la tentation existerait de prolonger des détentions provisoires, alors qu'un contrôle judiciaire serait envisageable, uniquement pour éviter que le dossier rejoigne le stock en attente. Certains évoquent même une réconvocation du contrôle judiciaire et une réincarcération à la fin de l'instruction pour remettre le dossier sur le dessus de la pile.

L'horizon s'éclaircit pourtant. Annoncés en février par le garde des sceaux, Eric Dupond-Moretti, treize juges du siège vont être

nommés – dix en septembre et trois en janvier 2023. Le parquet va voir son effectif passer à 53 magistrats avec quatre arrivées en septembre. « Ces renforts historiques pour Marseille », note Olivier Leurent, président du tribunal judiciaire, sont considérables et à la mesure du retard pris par la juridiction au cours des dix dernières années. A Marseille, on n'avait cessé d'augmenter les compétences de la juridiction sans moyens supplémentaires pour les assumer. »

Déjà en tension pour juger dans le délai obligatoire de six mois les dossiers où les mis en examen sont détenus, la chambre chargée des trafics de stupéfiants, des extorsions, des associations de malfaiteurs en vue de préparer des règlements de comptes va être doublée, dès septembre. Une mesure qui lui permettra d'écluser

les 42 dossiers en souffrance, avec des prévenus libres, là encore l'équivalent d'une année de son activité. Cette volonté d'attaquer le stock se voit un peu freinée par l'arrivée plus tardive de greffiers supplémentaires. Même satisfaction pour Dominique Laurens, procureur de la République, qui espère gagner du temps d'audience en proposant aux prévenus de ces « vieux » dossiers d'instruction une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité. Une procédure rapide où le prévenu accepte de reconnaître les faits et la sanction proposée par le parquet. « Cela permettrait de laisser aux audiences correctionnelles les dossiers avec un enjeu sur la culpabilité ou avec des enjeux de principe », analyse M<sup>me</sup> Laurens. ■

LUC LEROUX